

Vouloir s'interroger, militaires et civils ensemble, sur le sens de l'action militaire c'est se heurter à une difficulté initiale : les militaires, la plupart du temps, savent à peu près ce qu'est leur activité principale, les civils quant à eux n'en ont, le plus souvent, qu'une vision parcellaire ou déformée.

Sans doute serait-il donc plus simple, pour créer les conditions d'un dialogue fécond entre soldats et « pékins », qu'ensemble ils se penchent sur le sens de l'action civile. Mais personne ne songe à simplement imaginer qu'il existe une action civile, tant il est vrai que toutes les activités réalisées par des citoyens au service de leur communauté constituent un ensemble d'une infinie variété qui ne peut être défini comme une action homogène et singulière. Les grands domaines de l'action civile, en outre, qu'il s'agisse de santé, d'éducation ou autre, font déjà l'objet de vastes et récurrents débats nationaux, comme il est normal et sain qu'il en aille en démocratie et on ne voit pas bien l'intérêt qu'il y aurait à en débattre avec les militaires en particulier.

A l'inverse, initier un débat, le plus profond et le plus ouvert qui soit, sur l'action militaire est indispensable et nécessaire.

Indispensable, tout d'abord parce qu'il s'agit de l'activité par excellence qui n'existe et ne peut et doit être conduite que par la grâce d'un mandat de toute la communauté nationale et qu'à ce titre, chaque citoyen, individuellement, doit se sentir responsable d'engagements dans lesquels chaque soldat est d'abord son délégataire.

Nécessaire ensuite parce que, précisément, ce débat n'existe pas ou pas assez.

Les militaires doivent donc se résoudre à faire œuvre pédagogique, à expliquer ce qu'ils font et comment ils le font. Ce n'est qu'après cet effort qu'ils pourront ensuite demander, exiger des civils qu'avec eux ils travaillent à définir le « pourquoi » de leurs engagements.

Faire la guerre

Le métier du soldat pense-t-on communément, c'est de faire la guerre. Mais quand cela est dit, rien n'est dit puisqu'il faut encore savoir ce qu'est la guerre et comment le soldat la fait.

Dans son *Traité de polémologie* Gaston BOUTHOUX définit la guerre comme « une lutte armée et sanglante entre groupements organisés » et précise en particulier que, dans une guerre -qui doit être considérée comme limitée dans l'espace et dans le temps- :

- l'homicide - violence ultime qui est bannie par les lois du temps de paix - devient non seulement autorisé, mais ordonné et encadré par des règles juridiques spécifiques,
- cette violence est mise en œuvre de façon méthodique et organisée.

La mise en œuvre méthodique et organisée de la force est la fonction des armées. Cette fonction impose que celles-ci possèdent un certain nombre de caractéristiques dont procède leur spécificité.

Tout d'abord, la guerre se déroule toujours dans des conditions de chaos et de désorganisation de l'environnement général, du moins sur le théâtre des opérations. Une armée dans la guerre ne peut donc pas compter sur les services qui sont offerts par une société en état de fonctionnement normal, qu'il s'agisse d'infrastructures ou de services de quelque nature que ce soit. Dès lors, pour conduire son action, pour mettre en œuvre la force, une armée doit être capable d'assurer, de façon autonome^[1], un grand nombre de fonctions qui n'ont rien de spécifiquement militaires. Elle doit pouvoir soigner et nourrir, réparer les routes et les ponts, établir des communications, etc. Toutes ces fonctions sont remplies par des individus qui, dans leur grande majorité, seront donc principalement mécaniciens ou transmetteurs, transporteurs ou infirmiers, logisticiens ou administrateurs. En réalité, ces hommes sont tous des soldats puisqu'ils composent une armée dont l'indispensable autonomie dépend de la complémentarité de leurs compétences mais une petite partie d'entre eux seulement est spécifiquement dédiée au combat.

Néanmoins, l'action collective s'articulant autour de la participation au combat, c'est bien du

combat, c'est à dire de la mise en œuvre délibérée de la force que découlent les particularités de l'état de tout soldat, quelle que soit sa fonction.

La guerre, en effet, est une action tellement extrême qu'on ne pourra s'y résoudre que pour des raisons extraordinaires ayant trait à la survie de la communauté et qu'il ne saura être question, dès lors qu'une telle obligation sera avérée, de tenter de s'y soustraire. Le soldat, par état, est donc disponible. Détenteur de la force et du pouvoir exorbitant d'infliger la mort et la destruction, il doit également être discipliné et parfaitement soumis au pouvoir politique dont il est l'instrument.

Contraint, par fonction, à donner la mort, le soldat, enfin, ressent profondément la nécessité d'encadrer ses actes par une éthique exigeante. Que, dans la guerre, l'homicide soit ordonné et encadré par des règles juridiques particulières, qu'au-delà de cette légalité, la légitimité même de l'acte de tuer soit garantie par le lien direct qui doit pouvoir être établi entre le combat et la vie même de la communauté ne suffisent pas pour que des soldats surmontent le traumatisme moral que constitue le fait de donner la mort. C'est, en fait, le sacrifice consenti de sa propre vie qui rend moralement supportable l'obligation de tuer. La mort acceptée devient ainsi une sorte de caution expiatoire. Elle est intimement liée à l'éthique militaire et fonde la vertu d'héroïsme comme elle amène naturellement à considérer que la mort doit être donnée le moins possible dès lors qu'existe une sorte de symétrie déontologique entre la vie d'un ennemi et celle d'un ami. De cette symétrie découle une vertu essentielle du soldat : la capacité de maîtriser sa propre violence. Encore faut-il, pour que cette vertu puisse être pratiquée, que l'ennemi soit toujours considéré comme un être humain, de dignité aussi sacrée que la sienne propre.

Ainsi les impératifs de la guerre conduisent-ils les Etats à se doter de soldats regroupés en armées, lesquelles, si elles évoluent au gré des progrès technologiques et des mutations sociales et politiques, demeurent caractérisées par quelques traits pérennes bien spécifiques : autonomie, discipline, disponibilité, éthique.

Cependant, les nécessités de l'action militaire déterminant la nature de l'instrument qui la mène, on peut imaginer que l'instrument puisse devoir disparaître ou bien se réformer profondément dès lors que l'action à laquelle il est destiné devient caduque par perte de sens ou d'utilité.

Renoncer à la guerre

Codifiée au cours du temps jusqu'à aboutir, à l'aube du 20^{ème} siècle, à une conception occidentale très morale qui, outre les conditions de sa justesse et de sa légitimité, lui fixait un cadre légal, la guerre a pu être considérée comme un recours acceptable à l'emploi de la force pour le règlement des conflits. L'avènement des guerres totales a cependant jeté le discrédit sur ce type de recours et mis en évidence qu'aucune règle ne pouvait garantir contre le déchaînement de violence et de sauvagerie qui submerge les hommes dans la guerre.

Pour les Européens, la guerre, désormais, ne peut plus être considérée comme un moyen, même exceptionnel, d'action politique. Elle est identifiée comme un phénomène *sui generis* qui s'impose aux hommes[2] et qu'il est vain de vouloir interdire ou réglementer par des mesures juridiques. Pour l'éviter, il faut la rendre à ce point destructrice qu'elle en deviendra insensée, absurde.

Si l'éradication de la guerre par la terreur est une idée ancienne[3], c'est l'avènement de l'arme atomique qui, ouvrant la voie à la dissuasion nucléaire, va permettre de la traduire en concept stratégique. En apparence, la dissuasion nucléaire ne bouleverse pas la forme de l'action des forces terrestres qui continuent à devoir livrer bataille contre les divisions du Pacte de Varsovie dans un affrontement guerrier très classique. Elle modifie cependant profondément la finalité de cette action, même si les soldats de l'armée de terre (conscrits pour la plupart) n'en sont pas conscients[4]. Leur fonction première en effet, quoiqu'ils en pensent, n'est pas de retarder l'ennemi afin de gagner quelques jours de délais entre le déclenchement des hostilités et le recours à la frappe stratégique. Elle est principalement de se faire tuer en nombre suffisant afin que ce sacrifice hypothétiquement consenti renforce la crédibilité de la décision d'emploi de l'arme nucléaire en lui conférant une légitimité indiscutable. Etonnante inversion de finalité : d'instrument dédié à l'emploi délibéré de la force, l'armée de terre devient outil sacrificiel !

Il n'est pas question de discuter ici du bien-fondé de la dissuasion nucléaire dont on se bornera à constater qu'elle a offert à l'Europe la plus longue période de paix qu'elle ait jamais connue. On doit simplement constater que -dans l'esprit des Européens- elle a donné corps à l'idée qu'il était non seulement indispensable mais surtout possible de renoncer à la

guerre. Elle a également conduit à faire des armées des instruments à n'employer sous aucun prétexte, ce qui complique singulièrement toute tentative de donner un sens à une action militaire...qui ne doit plus exister !

Cette conception très angélique ne peut cependant pas faire abstraction de la réalité. De plus en plus, l'évidence s'impose : une telle conviction est d'abord européenne et n'est évidemment pas partagée par tous les protagonistes des relations internationales. Il est même à craindre qu'elle puisse être considérée par beaucoup comme un moyen d'imposer une " dictature pacifique " de la prospérité. Les sociétés les plus pauvres et les moins aptes à accéder à la qualité et au rang de partenaire du jeu économique mondial pourraient en effet refuser une vision moralisante des rapports entre groupes humains qui prétendrait leur dénier le recours collectif à une force et à une violence que leur propre histoire n'a pas érigé en interdit.

Or cette violence, ce recours possible, par d'autres, à la guerre, s'ils ne menacent pas directement l'Europe dans l'immédiat, créent les conditions d'une instabilité mondiale dont on peut d'autant moins se satisfaire que ses effets indirects fragilisent la prospérité des « vieilles nations » occidentales. S'il peut être possible de renoncer à recourir à la violence, il n'en demeure donc pas moins indispensable de la maîtriser.

Maîtriser la violence

La violence, pérenne et endémique, dont il faut bien admettre qu'il est utopique de prétendre l'éradiquer définitivement des sociétés humaines s'alimente aujourd'hui du désordre, de la pauvreté, du chaos de zones entières laissées pour compte du développement économique et politique. Elle s'exprime d'abord à l'intérieur de ces zones, au sein d'Etats que les spécialistes de géopolitique prennent l'habitude de désigner sous l'appellation éloquente « d'Etats faillis ». Elle prend la forme de guerres civiles atroces qu'accompagnent leur inévitable escorte de désastres humanitaires. Elle agresse enfin les sociétés européennes, dans leurs consciences tout d'abord (même s'il y a loin de l'émotion à la conscience), dans leur prospérité et dans leur sécurité ensuite, par le biais de réseaux de criminalité et par l'accentuation brutale de déséquilibres culturels et démographiques internes qu'aucune politique d'intégration -aussi ambitieuse soit-elle- ne parvient plus à amortir.

Pour maîtriser cette violence, il faut « stabiliser » ces zones, « gérer les crises » qui s'y développent.

Et si l'on ne voit pas encore très bien comment il faut s'y prendre, on dispose cependant d'un outil que ses caractéristiques semblent rendre, sinon adapté, du moins compatible avec les contraintes et nécessités de cette action de stabilisation. En effet les armées, on l'a vu, sont disponibles[5] ce qui permet de les employer sans délai, qu'il s'agisse de réagir dans l'urgence à une catastrophe que l'on n'a pas pu ou su anticiper ou de répondre aux sollicitations pressantes d'une opinion publique prisonnière de l'immédiateté médiatique. Elles sont également autonomes -qualité indispensable lorsqu'il est question d'intervenir dans des régions en crise- et « pluri-compétentes », ce qui est souvent fort commode lorsqu'on ne sait pas précisément ce que l'on devra faire. Enfin (même si cela peut ne paraître qu'accessoire) elle mettent en œuvre la force, aptitude qui peut toujours s'avérer utile dans des situations susceptibles de dégénérer dans les pires déchaînements de sauvagerie. On utilise donc l'outil, l'engageant dans des opérations de « maîtrise de la violence » ou de « gestion de crise », dans lesquelles il faudra bien qu'il se définisse un nouveau mode d'emploi. Il faut préciser comment se passent ces engagements et ce qu'y font les soldats.

Une première caractéristique générale de ces opérations est la faiblesse des effectifs et des moyens qui y sont engagés. Que cette faiblesse tienne aux contraintes logistiques liées à l'éloignement de la métropole, à une sorte « d'effet-seuil » dépendant directement du niveau de signal politique décidé par le pouvoir ou, plus prosaïquement, au coût de ces engagements, elle est généralement flagrante pour tout soldat qui, par formation autant que par expérience, sait qu'il vaut toujours mieux être plus fort et plus nombreux que ses ennemis potentiels. Certes, le néophyte se laisse impressionner par les chiffres : 5000 hommes pour la Force Licorne en Côte d'Ivoire ! Réfléchit-on seulement à ce que représentent 5000 hommes dans un pays de plus de 10 millions d'habitants et dont la superficie dépasse la moitié du territoire français ? Essaie-t-on simplement de rapporter ce chiffre au ratio qui existe en France, pays prospère et en paix en vertu d'un pacte social fort, entre fonctionnaires de sécurité et population ? De cette faiblesse réelle des effectifs et des moyens, les soldats, sur le terrain, retirent souvent l'impression d'une certaine précarité et d'une relative impuissance.

Sentiment d'impuissance que renforce la plupart du temps **une deuxième caractéristique de ces opérations : la multiplicité des missions à remplir et leurs natures très différentes**. Qu'ils soient en Côte d'Ivoire, en Somalie, en Afghanistan ou au Kosovo, les soldats doivent protéger, garder, patrouiller, escorter les convois, rechercher, ramasser et détruire armes et explosifs, contrôler, etc. A toutes ces tâches naturellement militaires, il faut ajouter des travaux de reconstruction, d'aide humanitaire, d'administration de secteur, dont on voit bien qu'ils ne relèvent pas, à priori, de leurs aptitudes particulières mais qui doivent cependant être menés à bien. Ces missions, en outre, sont généralement conduites simultanément, sans qu'à aucun moment ceux qui s'y consacrent puissent s'affranchir d'une obligation absolue : pouvoir, sans le moindre délai, livrer combat, jusqu'au plus haut degré d'intensité si nécessaire.

Troisième caractéristique essentielle de ces opérations : l'omniprésence des médias. Ce fait n'est pas propre aux engagements de gestion de crise. Il mérite cependant quelques développements. Au moment même où il conduit concrètement son action, le soldat en lit et en entend les commentaires faits par les médias. S'il mesure le décalage qui existe entre la réalité qu'il vit et sa représentation virtuelle, il mesure aussi très précisément la vision qu'en reçoivent sa famille et ses amis restés en France. Il peut être indigné ou réconforté par les jugements portés sur ses actes. Il ne peut en aucun cas y être indifférent. Aussi exacte que soit sa perception des événements dont il est un des acteurs, son jugement est inévitablement influencé par la dramatisation et la simplification qu'en font les journalistes, par les orientations que leur dictent leurs « lignes éditoriales ». Jusqu'à le faire douter, parfois, de sa propre appréhension des faits, jusqu'à lui faire subordonner son action, peut-être, aux appréciations qui en sont et en seront faites, plutôt qu'aux impératifs de sa mission. Pour un soldat en opération, il est difficile de ne pas céder aux représentations dont a besoin l'opinion publique, difficile de s'extraire du pathos humanitaire, difficile de refuser la vision manichéenne des « bons » et des « méchants », difficile de ne pas céder à la tentation d'accepter qu'on désigne un ennemi et qu'on le diabolise. Cela demande, en fait, un travail constant qu'il faudra poursuivre dans la durée, parfois bien des années après l'engagement quand le désormais inévitable devoir d'introspection et de mémoire s'exercera sur la crise en question.

Le quatrième trait marquant des engagements de maîtrise de la violence est la mauvaise détermination (et, le plus souvent, la faible lisibilité) du but politique de

l'engagement. Que la tentation de l'envoi de troupes comme palliatif à l'absence de plan politique ou comme alternative à une inaction que l'opinion publique jugerait insupportable soit récurrente est parfaitement compréhensible. Qu'en outre un engagement militaire ait, en soi, une valeur symbolique et que celle-ci puisse constituer un élément très concret dans l'élaboration et la conduite d'une politique extérieure est indiscutable. Mais l'engagement de soldats dans l'action, au sol[6], au contact des populations et des factions, ne peut être symbolique qu'au niveau politique. Sur le terrain, il est indispensable de disposer d'éléments clairs et concrets permettant de finaliser l'engagement, de le rendre compréhensible quand il ne s'agit pas simplement de lui assurer un minimum de cohérence.

A cette typologie sommaire de l'action militaire actuelle, il faut ajouter un élément essentiel qui la différencie de la guerre pour laquelle les armées ont été conçues : **l'absence d'ennemi**. Les pays en crise ne manquent pas, certes, de factions, de milices, de bandes, de morceaux d'armées plus ou moins divisés et répartis entre différents camps. Tous ces éléments sont susceptibles, chacun à son tour ou ensemble, selon des combinaisons variant au fil du temps et des circonstances, d'agresser la force engagée[7] ; de même que la force est susceptible de devoir les agresser pour imposer l'atteinte d'un objectif de nature politique. Les soldats sont donc parfois amenés à engager localement des combats qui, s'ils impliquent des effectifs limités et se déroulent à des échelles réduites, peuvent cependant être d'une intensité comparable aux affrontements extrêmes des grandes guerres du siècle écoulé. Mais ces combats ne s'inscrivent pas dans le déroulement général d'une campagne à l'issue de laquelle il y aura un vainqueur et un vaincu. L'adversaire qu'il faut tuer aujourd'hui est peut-être celui qui, hier encore, inspirait la plus grande compassion ou celui qu'il faudra, demain, protéger contre d'autres agresseurs. Peut-être aussi est-ce celui que l'on serait tenté de haïr, un massacreur ou un génocidaire envers lequel l'esprit de vengeance peut pousser à la pire des cruautés et ceci d'autant plus que chaque soldat deviendrait alors l'instrument vertueux d'une réparation qu'appelle l'indignation de l'opinion publique internationale. L'absence d'ennemi classique rend ainsi particulièrement actuelle et urgente l'exigence éthique qui a été évoquée plus haut. Elle la rend aussi infiniment plus complexe à respecter.

La maîtrise de la violence, enfin, est pour les armées une action qui n'a pas de terme. Autant la guerre pouvait être, à l'échelle d'une génération, un événement exceptionnel, limité dans le temps et dont on pouvait espérer qu'il serait définitif, autant les opérations de gestion de crise s'inscrivent dans la durée. Le soldat de métier, au cours de ses

dix ou vingt ans de vie militaire, sera donc engagé à répétition[8] sur des théâtres d'opérations souvent différents ou plusieurs fois sur le même théâtre mais à des stades différents d'évolution de la crise. A la multiplicité des zones d'intervention, il faut ajouter l'absence de linéarité dans le déroulement d'opérations qui durent parfois plusieurs décennies. Une situation, sur un théâtre donné, peut lentement dégénérer après avoir donné l'apparence d'une amélioration progressive, elle peut aussi s'enliser jusqu'à une explosion brutale, prévisible ou non. Il existe donc un effet véritablement kaléidoscopique et déstructurant de l'action d'une armée d'emploi sur la cohérence de l'engagement psychologique et moral des soldats, sur les motivations profondes du choix qu'ils ont fait un jour de servir leur pays par les armes. Cette déstructuration est susceptible de provoquer l'indifférence et la passivité au cours de périodes d'engagements opérationnels dont la limitation à quatre mois peut laisser penser ou espérer que rien de décisif ou de grave ne se produira jusqu'au retour en France. Elle fragilise en tout cas, ou du moins rend plus complexe à garantir la force d'âme, la lucidité et la passion, toutes qualités essentielles dont la conjugaison engendre la « force morale » indispensable à toute armée.

Pour conclure

Nombreux, vraisemblablement, sont ceux qui objecteront que les engagements de maîtrise de la violence ne sont pas particulièrement nouveaux et que ce que font aujourd'hui les soldats ne diffère que très peu de l'action militaire que conduisaient leurs anciens lors des expéditions de conquête de l'empire ou lors des guerres de décolonisation. On pourrait leur rétorquer que les conditions techniques et que le cadre géopolitique de l'action ont à ce point évolué qu'ils modifient la substance même de l'engagement militaire. On doit surtout leur faire observer que le sens général de cette action est totalement inédit.

La maîtrise de la violence ne peut pas être réduite à la réaction de faiblesse d'une vieille Europe qui, au nom du refus de la guerre, renoncerait à l'emploi de la force. Ce d'autant moins que, comme on l'a vu, c'est l'emploi maîtrisé (c'est à dire délibéré mais contrôlé) de cette force qui fonde le succès des opérations engagées dans un tel cadre et que c'est précisément au titre de la détention de cette capacité que les forces armées sont un des principaux instruments de résolution des crises.

Maîtriser la violence est une ambition nouvelle, politique et morale. Elle oriente l'action des

forces armées dans une direction, inconnue jusque-là, qui impose d'inventer des principes et des procédés originaux. Les militaires se sont lancés dans l'aventure. Contraints et forcés peut-être, puisqu'ils sont confrontés quotidiennement et concrètement à ce défi, mais plus probablement parce qu'ils sont héritiers d'une longue tradition de quête de sens d'une action qui ne peut jamais être banale. Car sa finalité extrême est, aujourd'hui encore, de donner la mort au combat.

Le sens général ainsi défini n'est guère contestable. Il devient aujourd'hui le socle de la vocation de soldats qui choisissent de servir la France pour le triomphe d'une ambition dont elle est la principale inspiratrice. Mais cela ne suffit évidemment pas.

Tout d'abord parce que cette ambition n'est souvent pas comprise ou simplement connue par la société civile. Or il est impératif que la société toute entière s'implique dans la définition d'un tel projet qui, parce qu'il est d'abord politique, ne peut être que global.

Ensuite et surtout parce que si le sens général de l'action militaire peut être considéré comme acquis, le sens particulier de chaque opération doit être mis en concordance avec lui, dans la durée des engagements. Cette mise en concordance relève de la responsabilité partagée des politiques et des militaires. Or si ces derniers, impliqués quotidiennement dans l'action concrète, n'ont d'autre choix que de s'efforcer à cette définition du sens particulier, les premiers, souvent, semblent ne pas mesurer à quel point celui-ci est essentiel.

Une telle indifférence ou désaffection est grave. Elle est parfois ressentie très douloureusement[9] par chaque soldat qui entretient toujours la conviction intime qu'il n'agit que comme délégué de ses concitoyens et nourrit l'espoir que ceux-ci mesurent en pleine conscience le degré auquel ils engagent leur responsabilité dès lors qu'ils mandatent leurs forces armées.

L'action militaire n'a jamais eu de sens qui ne procède pas de l'action politique globale. Sans doute est-ce cette évidence ancienne qui a conduit à considérer que « *la guerre est une chose trop sérieuse pour être confiée aux seuls militaires* ». Mais ce mot de Clémenceau est trop souvent compris (et repris) comme une raillerie, sans que l'on mesure à quel point, aujourd'hui, les militaires se sentent souvent bien seuls pour orienter une action dont il leur semble parfois qu'on s'est débarrassé entre leurs mains.

Ils ne se contentent pas de le regretter, ils exhortent leurs concitoyens à une prise de conscience et à une implication collective au service d'une ambition nouvelle : apaiser le monde en maîtrisant la violence. Belle ambition nationale qui, bien plus que l'extension du libre-échange ou de la démocratie, pourra constituer demain le ferment principal de l'éveil d'une véritable conscience européenne.

Général François LECOINTRE

[1] Pierre DABEZIES, *ARMÉE (Pouvoir et société)*, Encyclopædia Universalis (2002) : « La nécessité de pouvoir opérer, isolée, à distance, conduit l'armée à une diversification sans égale : non seulement des armes, aux mille spécialités, mais aussi des services où se retrouvent pêle-mêle aumôniers et cuisiniers, magistrats et armuriers, ingénieurs et transmetteurs, médecins, mécaniciens, maîtres tailleurs et maîtres-chiens. Aucune institution, aucun *trust* ne dispose d'une telle palette de capacités. »

[2] Gaston BOUTHOU, *Traité de polémologie*, (1970) : « Souvent la guerre, si on l'analyse, ne paraît pas plus volontaire qu'une épidémie ou qu'un délire. Elle apparaît comme une

psychose collective [...] La principale différence est que l'impulsion belliqueuse produit des phénomènes de délire et de paranoïa contagieuse beaucoup plus durables que ceux que l'on peut observer dans la psychologie des foules. »

[3] PASTEUR : « Je ne suis pas pessimiste ; un jour viendra où la guerre tuera la guerre grâce au progrès scientifique permettant des dévastations si considérables que tout conflit deviendra impossible ».

[4] Aucun document officiel de doctrine ou de stratégie n'en fait état...évidemment !

[5] Doublement disponibles puisqu'à la disponibilité qui constitue une de leurs caractéristiques intrinsèques, s'ajoute désormais le désœuvrement qui découle du renoncement à leur emploi dans la guerre.

[6] Sans doute en va-t-il autrement de l'engagement de moyens maritimes le « positionnement » d'un porte-avions au large des côtes d'un pays en crise peut en effet constituer un signal politique destiné à la communauté internationale et ne requiert pas, pour autant la définition d'objectifs précis.

[7] Il faut insister sur cette réalité, pourtant maintes fois vérifiée au cours des dernières années. Lorsqu'on passe d'un niveau stratégique caractérisé par l'absence de volonté avérée de nuire au niveau tactique de l'action militaire, le risque se concrétise souvent en menace.

[8] On peut aujourd'hui estimer qu'en 10 ans de carrière, un soldat participera à 7 ou 8 opérations de gestion de crise.

[9] Comment un soldat en effet, pourrait-il ne pas être frappé, par exemple, par l'attitude de parlementaires qui semblent ne s'intéresser à son action qu'au moment de soubresauts suffisamment paroxystiques pour faire la une des médias et réclament après coup la création de commissions d'enquête ou de missions d'information quand il aurait fallu qu'ils s'impliquent, dès l'origine et tout au long de la crise, dans son suivi et son orientation ?